



Paris, le 23 avril,

Bilan des vœux Parcoursup : l'ARES alerte sur les risques engendrés par des études plébiscitées avec des facultés sous-dotées

Le 18 Avril 2019, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a publié le **bilan des choix des lycéens sur la plateforme Parcoursup**.

Cette année, les **filières de sciences sociales** (Droit, Economie, Gestion, AES et Science Politique) ont été **plébiscitées par les candidats**. Les licences de **Droit** et d'**Économie-Gestion** sont plus particulièrement demandées, **se classant respectivement 1ère et 3ème**. Au total, ce sont **514 994 vœux en sciences sociales** qui se sont fait, un chiffre **en hausse de 18,46%** (+ 80 237 vœux) par rapport à l'an dernier. Cette hausse, supérieure à la moyenne tous vœux confondus (14%), est **particulièrement importante en Droit, avec une hausse de 25%**.

Cette **augmentation exponentielle du nombre de demandes** sur la plateforme Parcoursup augure de **nombreux changements pour la rentrée 2019**. En effet, **la hausse du budget de l'enseignement supérieur ne sera pas suffisante pour permettre aux établissements d'accueillir autant d'étudiants supplémentaires**.

De plus, la **généralisation de la mise en place des parcours d'accompagnement personnalisés** prévue à la rentrée prochaine requerra à elle seule des **investissements parfois conséquents**. Notamment, ces parcours peinent à être mis en place pour ces mêmes raisons ainsi que des difficultés de mise en oeuvre et cela ne va faire que s'accroître avec cette croissance.

Au regard des résultats publiés, **l'ARES, représentante des filières en sciences sociales rassemblant 420 000 étudiants, met en garde sur l'incapacité des UFR** d'accueillir au mieux ces futurs étudiants. Nous tenons à **alerter le Gouvernement et plus particulièrement le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation de cette situation plus que préjudiciable**.

Ainsi, nous **avertissons des risques potentiels d'application de la sélection par la mise en tension massive des licences en Droit et en Economie-Gestion**

L'ARES réaffirme que la démocratisation de l'enseignement supérieur doit passer par des moyens financiers suffisants, permettant aux équipes pédagogiques de remplir convenablement leurs missions et accueillir l'ensemble des jeunes souhaitant entrer dans une formation en sciences sociales. Les moyens financiers proposés doivent permettre une **augmentation des capacités d'accueil** ainsi que de **maintenir les UFR dans les territoires délocalisés**.

Pour éviter l'asphyxie des UFR rattachées aux filières de sciences sociales, **l'ARES demande plus de moyens au Gouvernement pour accueillir les nouveaux étudiants dans des conditions décentes**. Nous **rappelons notre ferme opposition à toute forme de sélection** et nous nous **garderons tous les moyens de mobilisation nécessaires** si celle-ci devait être mise en place par manque de moyens.

Contacts presse :

- Victoria Di Costanzo Gonzalez - Présidente : presidence@fede-ares.org - 06.38.75.02.96
- Elisa Dugué - Secrétaire générale en charges des affaires publiques : secretariat@fede-ares.org - 06.28.01.99.76